

# CLARTE

**A Qui le dis-tu?**

"Pourquoi, tandis qu'il y a surabondance de produits sur la terre et tant d'usines, de combustible, de routes et de communications à notre disposition, tant de gens souffrent-ils de l'insuffisance des nécessités de la vie?"

Discours de M. R. B. Bennett à l'Université de Queen's, le 20 février.

**JOURNAL D'OPINIONS ET D'ACTION POPULAIRES**

12 numéros: .....25c  
 ABONNEMENTS : 24 numéros: 50c  
 50 numéros: \$1.00

Rédaction et administration  
 6732 rue Denormandie  
 Téléphone CRescent 4851

Veillez adresser la correspondance, les mandats, etc. à la Case Postale No. 66, Station R., Montréal.

## 230.000 Ouvriers demandent l'Assurance - non - contributive

DEBAT DE GUERRE AU SENAT FEDERAL

On veut introduire la conscription universelle en cas de guerre

Cette mesure de préparation à la guerre aurait déjà été adoptée en principe par les autorités aux Etats-Unis.

Comment vont réagir les Canadiens-Français ?

Une résolution en faveur de la conscription universelle en temps de guerre est en train d'être discutée par le Sénat à Ottawa. Si cette résolution devient loi, toute personne habitant le Canada, homme, femme ou enfant, sera à la disposition du Gouvernement fédéral. Un conseil de Guerre fédéral serait constitué qui serait investi du contrôle suprême en tout ce qui concerne la guerre, et aurait l'autorité absolue en ce qui concerne l'existence des citoyens individuels.

En plus, la résolution prévoit la réduction par le Gouvernement de tous les salaires payés dans l'industrie jusqu'au niveau de la paye des soldats. Afin d'éviter les emprunts, tout le coût de la guerre serait défrayé au moyen d'impôts.

Des mesures de ce genre ont été discutées et approuvées dans les milieux officiels du Gouvernement américain, paraît-il. L'énorme mobilisation préparatoire qui s'opère actuellement aux Etats-Unis, qui consistent en des sommes immenses aux armements et aux fortifications de toutes sortes semble confirmer cette supposition. Pour les Canadiens, cependant, des mesures d'une envergure aussi inraisonnable paraissent plutôt étranges; pourtant quand on prend en considération la visite secrète de Sir Maurice Hankey, secrétaire du Comité de Défense Impériale à Londres qui a eu dernièrement des discussions avec le Premier Ministre et avec l'Etat-Major canadien, les débats du Sénat paraissent moins fantastiques. D'autant plus, quand on remarque les efforts faits par la "grande" presse afin de faire dévier l'attention du public des questions réellement en jeu (Ainsi, dans l'organe officiel de la rue St-Jacques, nous lisons le titre suivant: "Un Sénateur s'attaque vivement aux emprunts de guerre" — et puis, perdus dans l'article lui-même, les avens sur la conscription etc.)

Le discours du Sénateur J. J. Hughes, qui a présenté la résolution, s'est amplifié par de véritables flots d'expression "pacifistes" telles que nous avons l'habitude de les entendre dans la bouche des diplomates de n'importe quel pays. Ce manteau de

Un député proteste contre les sentences imposées aux mineurs de Noranda.

Hamilton, Ont. 7 fév. — Au cours d'une assemblée tenue au Temple du Travail Sam Lawrence, député au parlement fédéral a joint sa voix à celle de Tom Ewen pour protester contre les sévères sentences imposées aux grévistes de Noranda. M. Lawrence rappela le cas des grévistes en Angleterre, à Dorchester il y a cent ans; 240,000 personnes paraderent en signe de protestation et plus de 250,000 signèrent une pétition pour la libération des emprisonnés. Condamnés à sept ans de détention, ils furent libérés après deux ans grâce à cette vague de protestation, dit-il.

Ils étaient représentés par 162 délégués officiels au Congrès National des Sans-Travail qui s'est tenu à Ottawa le 17-18-19 février.

411 organisations représentées dont 37 unions ouvrières. Le Premier Ministre reçoit une délégation mais refuse l'établissement d'une assurance-chômage-non-contributive.

(Par notre envoyé spécial)  
 Ottawa, 18 février — Le Congrès National des Sans-Travail qui s'est tenu ici au commencement de la semaine est sans précédent le plus important congrès ouvrier jamais vu au Canada.  
 L'intérêt que la classe ouvrière canadienne y portait peut être jugé par le nombre considérable de délégués officiels qui s'y rendirent: 162 qui représentaient 411 organisations. 37 unions ouvrières y avaient envoyé des représentants officiels tandis que des douzaines d'autres ont envoyé des résolutions approuvant le projet d'assurance-chômage-non-contributive.

Le spectacle de ce congrès démontre que la classe laborieuse n'est pas derrière la "pseudo" assurance-chômage de M. Bennett. Sous la présidence de J. Bédard, délégué des Conseils de Chômeurs de Montréal la première session du Congrès s'est ouverte. M. E. G. Humphreys, secrétaire du Conseil National des Chômeurs, donna le rapport principal, faisant ressortir le contraste entre l'assurance Bennett et la véritable assurance-chômage proposée par le Conseil des Chômeurs.

"Les secours actuels sont bas et insuffi-

sants, dit-il, mais souvenez-vous qu'en 1930-1931 dans plusieurs villes nous n'en recevions pas du tout. Ce que nous avons, nous l'avons gagné grâce à notre lutte persévérante. Et maintenant nous avons un mouvement de chômeurs solide, un mouvement de masse."

"Au cours de la lutte nous avons reçu bien des coups de bâtons mais nous sommes plus près de notre but, l'établissement d'une assurance-non-contributive. Nous sommes mieux organisés et plus unis."

La délégation.

La résolution sur l'assurance fut suivie d'une longue discussion. Une délégation fut élue pour aller la présenter à M. Bennett et prit part entre autres MM. Humphreys, Bédard, Perry, Desrosiers, Cattle, Mme Lebrun, etc.

Le premier ministre recut courtoisement les représentants du Congrès. Après avoir pris connaissance de la résolution, M. Bennett dit que jamais le peuple canadien n'aurait d'assurance-chômage-non-contributive sur le même temps qu'il a du employer, il y a quelques années, pour dire que jamais il n'encouragerait la paresse par l'établissement d'une assurance-chômage!

M. Bennett déclara que "jusqu'à un certain point, l'agitation conduite par les Conseils de Chômeurs avait un effet", reconnaissant qu'il était impressionné par la masse représentée au Congrès et par les manifestations des ouvriers sans travail à travers tout le pays.

Cette après-midi la délégation fit rapport au Congrès. Les discussions se continuent autour des résolutions à adopter.

ARRESTATION SOUS LA LOI DAVID.

Rouyn, 8 février — John Douglas, un organisateur de syndicat ouvrier a été arrêté ici alors qu'il était à distribuer "The Metal Miner" (organe du syndicat des métaux) à la porte de la mine Noranda. Douglas est sorti sous un cautionnement de \$100.00

LE BILL DE MONTREAL.

## Impôts plus lourds vie plus chère

On pourra dire que le bill de Montréal soumis par l'administration municipale au parlement provincial a eu une bonne presse. Presque tous les journaux l'ont accueilli avec enthousiasme en lui attribuant au moins une vertu: son caractère démocratique — l'imposition d'une taxe combinée sur les ventes et le revenu.

Les débats qui se sont poursuivis devant le comité des bills privés à ce sujet sont des plus édifiants. Pour cet événement important, nos édiles avaient rélégué au panier leur résolution de pratiquer l'économie (ou peut-être leur bonne intention ne s'applique-t-elle qu'aux chômeurs?) faisant tous le pèlerinage dans la vieille capitale. Les représentants de la finance et de l'industrie y étaient également présents.

Le premier ministre amorça la discussion en déclarant qu'il avait "reçu depuis la dernière fois que nous nous sommes réunis un nombre de lettres et de télégrammes venant de directeurs de maison de commerce dont le siège social est à Montréal. Ces commerçants m'avertissent que si l'on impose à

Montréal une taxe sur le revenu ils transporteront ailleurs leur industrie."

"M. Taschereau", écrit le CANADA, "grâce à cet esprit politique avec lequel il considère tous les problèmes qui lui sont soumis a empêché la discussion de dévier sur des points d'importance secondaire..."

Il réussit à merveille. Tous, représentants de l'Association des banquiers, du Royal Trust, de l'Association des manufacturiers, du Montreal Board of Trade, échevins se sont entendus... nous allons dire "comme larrons en foire". Le résultat en est que les nouveaux impôts seront, selon toutes probabilités, les suivants: taxe sur le revenu personnel: \$2,000,000.00, taxe de vente: \$4,500,000.00, taxe sur les utilités publiques: \$555,700.00, augmentation à la taxe d'eau: \$1,500,000.00, augmentation à la taxe d'affaire jusqu'à concurrence de 12% de l'évaluation municipale des loyers, les taux de cette taxe devant être fixés chaque année par voie de règlement. On prélèvera de cette façon la jolie somme de \$9,010,102.00.

suite à la page 2

Toujours de l'Avant!

## Le ministre de l'agriculture propose le retour au rouet

Nouvelle Solution à la Crise Agricole apportée par nos Experts en "Economie rurale".

LE NEGOCE.



—Eh bien! mon brave, commencez-vous à vous ressentir du retour de la prospérité?"

LE CHOMAGE DIMINUE AUX ETATS-UNIS.

New-York, 18. — Mme Gloria Morgan Vanderbilt s'est mise au travail aujourd'hui. Dès ce matin elle a ouvert son magasin de robes par une exposition à laquelle étaient présentes 100 dames de la société. Mme Vanderbilt a deux associées, Lady Furness, sa soeur et Sonia Rosenberg, dessinatrice.

phrases réconfortantes ne fait qu'augmenter notre défiance. Une seule conclusion s'impose: La guerre se prépare. Et elle se prépare en haut lieu.

Toujours de nouvelles surprises!

Cette fois-ci, c'est l'hon. Adélard Godbout, Ministre de l'Agriculture dans la province de Québec, qui se distingue. M. Godbout a découvert le premier — parmi les économistes distingués du monde entier — la solution définitive de la crise agricole qui sévit depuis une vingtaine d'années dans nos campagnes.

Cette solution, c'est — ni plus ni moins — le Retour au Rouet.

Les cultivateurs, à force de filer et de tisser eux-mêmes leurs propres vêtements (comme leurs aïeux d'il y a cent ans), vont devenir "indépendants" économiquement; c'est-à-dire, indépendant de la civilisation, comme l'étaient l'homme primitif. Que les tracteurs et les machines combinées de la Russie bolchévisée paraissent mesquines et ignobles à côté de cette conception grandiose de notre M. Godbout! Que la civilisation mécanisée que semblaient annoncer les inventions et les découvertes du dernier siècle et demi paraît morne et prosaïque à côté de l'idylle que nous suggère notre honorable ministre et agronome! Nous avons de quoi nous réjouir, c'est sûr.

(suite à la page 2)

INONDATION EN COLombie BRITANNIQUE

Abbotsford, C. B. 7 fév. — Les réfugiés indiens qui sont venus des territoires inondés récemment refusent de retourner chez eux. Toutes les récoltes, leurs animaux ont été détruits par cette inondation et des dommages considérables ont été faits à leurs bâtiments.

Les fermiers de la région craignent une épidémie. On dit que ça prendra au moins deux mois avant d'avoir pu assécher les routes et d'ici là la population ne dépend que des secours du gouvernement pour exister.

REDUCTIONS DE TAXES POUR CERTAINES COMPAGNIES.

Québec, 18 — Le comité des bills publics siégeant hier sous la présidence de M. Taschereau a accordé des réductions de taxes municipales et scolaires dans les paroisses de Grande Ile et de St-Louis de Gonzague à la Beauharnois Light & Power Co" et à la "Beauharnois Land Co." La "Montreal Cotton" a également reçu des réductions pour ses moulins situés à Salaberry de Valleyfield.

## Une nouvelle Mandchourie?

Rome, 20. — Quinze mille soldats de l'armée régulière doivent quitter l'Italie d'ici la fin du mois pour participer à l'action répressive entreprise par le Gouvernement mussolinien contre l'Ethiopie. Après avoir annoncé que "seuls des contingents de la milice fasciste" seraient transportés en Afrique, on commence l'embarquement des troupes régulières. Il est parfaitement évident que cette aventure impérialiste vise la transmutation de l'Abyssinie en colonie italienne. L'expérience japonaise en Mandchourie a servi d'exemple, et les déclarations belliqueuses du "Duce" qui avaient fait écho aux défis lancés par la clique militariste qui dirige le Japon, vont être suivies par l'instauration d'un nouveau

Manchoukouo — en Afrique. Sous prétexte de soi-disantes attaques de la part des indigènes de la frontière, le Gouvernement italien a froidement provoqué l'Abyssinie, afin de pouvoir déclencher un conflit.

Les autorités militaires italiennes ont commencé il y a longtemps une étude détaillée des forces de guerre de ce pays qui est parmi les très rares pays de l'Afrique qui restent indépendants. Les résultats de leur étude, ils les ont publiés dans la revue militaire officielle. La Forza Armata.

A partir du moment où on a commencé à envoyer des troupes en Afrique, les actions des compagnies de munitions — Fiat Ansaldo, etc. — ont augmenté en valeur. Ce n'est pas l'effet du hasard.

### IMPOTS PLUS LOURDS, VIE PLUS CHÈRE (suite de la 1ère page)

La proposition d'une taxe sur les compensations bancaires (bank clearings) semble avoir été définitivement écartée, M. Houde déclarant qu'il n'était pas très anxieux de "faire tort aux banques" (Gazette, 14 février).

On en est donc revenu au projet initial moins les taxes sur la publicité, l'assurance-feu, les polices et licences d'autos. M. Houde a déclaré que la taxe de vente serait plus tard transformée en taxe de luxe et qu'en attendant il y aurait exemption sur les vivres et les vêtements. Cependant, le dernier projet nous fait voir un tableau tout différent. Il y aura exemption, non pas sur les vivres et les vêtements mais sur obligations, actions, dettes, annuités, primes d'assurance, liqueurs alcooliques, vins, gazoline, vivres, loyers, bois de chauffage en quantité de moins d'un quart de corde, charbon en quantité de moins d'un quart de tonne, l'eau, téléphone, télégraphe, ordonnances de médecins, billets de tramways, d'autobus, de chemins de fer, d'amusements, les ventes faites aux commissions scolaires, aux gouvernements fédéral et provincial, ou par ordre des cours de justice, les repas, les livres de classe ou toute vente en bas de dix sous.

Evidemment, pour M. Houde, la chopine de lait et le petit pain sont et resteront des objets de luxe.

Plus des trois-quarts de ces nouvelles taxes sont donc des impôts directs ou indirects sur la consommation (la taxe sur les utilités publiques atteindra à la longue la masse de ceux desservis par ces compagnies). Celle qui atteindra le plus violemment les salaires et chèques de secours est sans contredit la taxe qui fera entrer plus de 50 % du total des nouveaux impôts, la taxe de vente.

Naturellement, les commerçants, à tous les échelons, incorporent pour autant qu'ils le pourront le montant supplémentaire de la taxe à leurs prix de vente. Et le nombre d'intermédiaires dans le commerce rendra plus sensible cette répercussion.

En plus de la population laborieuse qui en supportera directement le fardeau, les petits commerçants ne bénéficieront pas du tout de ce nouvel impôt; plus les moyens d'achat sont réduits, plus diminue le volume des affaires dans les quartiers populaires. Le petit marchand ne peut pas automatiquement ajouter le montant de l'impôt nouveau au prix antérieur sans voir ses clients restreindre leurs dépenses.

Il est donc évident que nous ne verrons aucune amélioration de la situation économique. Au contraire, nous en verrons une aggravation. D'ailleurs on le sait très bien. Mais le conseil municipal n'est pas d'améliorer la situation économique de notre population mais de rétablir assez de confiance financière de la ville pour pouvoir poursuivre et accentuer sa politique d'emprunts. Il a besoin de toujours plus d'argent pour rencontrer les charges énormes provenant d'une dette de \$225,789,285.00 en plus de celles provenant des emprunts aux banques, \$27,029,000.00.

Toute l'histoire du "redressement financier" semble être là si nous nous souvenons que les dépenses du secours direct ne s'élèvent qu'à 5 % de la dette municipale.

Prétendre que ces nouveaux impôts frappent également toutes les sections de notre population nous semble être bien audacieux. Et quant à demander, comme l'a fait M. Claxon (représentant le Board of Trade lors de la seconde étude du bill devant le comité des bills privés) "la coopération et le courage de chacun", la chose nous semble tout de même un peu forcée!

Paul MOÏSAN.

**Ne négligez jamais une occasion de faire connaître CLARTE à vos amis — ils seront aussi intéressés que vous !**

### La commission du chômage pratique l'économie

On a annoncé à la Commission du Chômage que, depuis le commencement de l'année on a révisé un grand nombre d'enquêtes et qu'on a économisé de cette façon une somme d'environ \$3,000.00 par semaine. Ceci veut dire que cette révision amènera une économie annuelle de \$156,000.00.

On rapporte que la Commission se propose de pousser avec vigueur la reprise de toutes les enquêtes. Si une famille de sans travail a des revenus quelconques, ne serait-ce que quelques piastres par semaine, le chef sera accusé d'avoir obtenu frauduleusement des secours.

La Commission fait appel à tous les citoyens, déclarant que les lettres anonymes ou les téléphones sont considérés comme confidentiels.

A en juger par le zèle dont on fait preuve dans ce département on ne dirait jamais que les dépenses occasionnées par le secours directs ne se montent qu'à 5 % du budget!

#### MAISON A LOUER

Logement de 3 pièces et chambre de bain, \$12.00 par mois, s'adresser 6732 Denormandie, CR. 4851.

### LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE PROPOSE LE RETOUR AU ROUET. (suite de la page 1)

"Le Ministre se rend compte du fait que, l'indépendance économique une fois atteinte dans le Québec rural, la dépression, en ce qui concerne l'agriculture, sera éliminée." ("Gazette", du 11 fév.). Et encore:

"Si seulement la moitié des 80,000 rouets qui se trouvent sur les fermes québécoises peut être mise en opération pendant au moins deux mois de l'année, on aura fait un grand pas en avant (?) dans l'éducation des fermiers pour qu'elles ne comptent que sur leurs propres moyens — comme le faisaient leurs grand-mères (belle perspective dans ce siècle de progrès!) — pour ce qui est de l'habillement de leurs familles, et ainsi la réalisation de l'indépendance économique pour le cultivateur sera assurée".

On nous ramène à la barbarie sous prétexte de faire des pas en avant. M. Houde voit dans la colonisation la seule solution du chômage dans les métropoles. Une fois arrivés à la campagne, les chômeurs se voient offrir par M. Godbout le rouet et la vie d'il y a un siècle. M. Taschereau n'aura qu'à y ajouter la hache de pierre ou de bronze, et le tableau sera complet. . . . Et qu'en dites-vous, les cultivateurs ?

E. R.

### L'esclavage est-il aboli?

Toronto, 5.—"Ne savez-vous pas que l'esclavage a été aboli" a demandé hier le magistrat Robert Browne, en cour, à Hans Gronau, boucher de la rue Yonge qui venait de lui déclarer dans son témoignage qu'il donnait \$3 par semaine à Herbert Napier, 28 ans et marié, pour 63 heures de travail comme messager. Napier et deux autres jeunes gens étaient accusés d'avoir volé \$17.50 à Gronau et ils ont bénéficié d'une sentence suspendue pour un an.

### FABRIQUE D'ARMES A VALCARTIER ?

Québec, 12 — On rapporte qu'une compagnie anglaise aurait l'intention d'établir à Valcartier, à quelques milles d'ici, une manufacture d'armes considérable qui donnerait du travail à un nombre important d'ouvriers.

## Les étudiants de soixante-dix pays contre le fascisme et la guerre

### Un Délégué des Etudiants du McGill au Congrès mondial de Bruxelles nous fait part de ses impressions.

C'est un étudiant en médecine de l'Université de McGill, M. M. Laxer, qui a été choisi par les étudiants progressifs de Montréal pour les représenter au grand Congrès mondial des étudiants qui a eu lieu récemment à Bruxelles, Belgique. Ayant la certitude que ce que dirait M. Laxer sur la situation des étudiants intéresserait vivement les lecteurs de CLARTE, nous sommes allés trouver le délégué montréalais à l'Université.

Après avoir expliqué à M. Laxer les buts et le caractère de notre journal, nous lui avons demandé permission de lui poser des questions.

"Mais avec le plus grand plaisir", répond-il, "l'idée de votre journal me plaît énormément. Il me semble que CLARTE devra remplir une lacune qui existe depuis longtemps: donner l'occasion aux éléments avancés et aux masses du peuple lui-même de s'exprimer librement — c'est vraiment faire une oeuvre utile. Je serai heureux de répondre aux questions que vous voudrez me poser".

Notre première question fut la suivante: "Quel était le but du congrès auquel vous avez assisté et comment est-ce que vous avez été choisi comme délégué pour y aller?"

"Le but du Congrès Mondial de Bruxelles", nous répond notre interlocuteur, "était de grouper les étudiants du monde entier, qu'ils soient protestants, catholiques, républicains, libéraux, socialistes ou communistes, dans un seul courant d'opposition à la guerre, à la réaction et à la barbarie fasciste, et en faveur du progrès et de la liberté culturels. Comme vous voyez, le but était vaste; mais les espoirs de ces intellectuels et étudiants qui ont organisé le Congrès n'ont point été déçus. La représentation au Congrès a été des plus larges, la discussion extrêmement franche et très fructueuse. On a pu arriver à une base commune pour organiser un mouvement qui sera véritablement mondial".

"Pour moi-même, j'ai été élu par une conférence d'organisations estudiantines du McGill — étudiants chrétiens, pacifistes et travaillistes qui se sont réunis dans la Ligue Contre la Guerre de McGill. J'ai été accompagné par deux étudiants de l'Université de Toronto, un garçon et une jeune fille, délégués de la Société Anti-Guerre des étudiants de cette ville-là."

"Quelle a été, en quelque mots, la représentation au Congrès?"

"La plus forte délégation, parmi les 317 étudiants qui y assistaient, était celle de la France, qui comptait 120 membres; puis c'était la délégation belge et la délégation anglaise; celle-ci comptait plus de 50 membres. Il y en avait qui étaient venus de la Scandinavie, de Hollande, de la Tchéco-Slovaquie, et même de l'Amérique latine. Au risque de leur vie, des étudiants anti-fascistes étaient venus de l'Allemagne hitlérienne, de l'Italie et des pays balkaniques où sévit la terreur la plus féroce. De la délégation espagnole, qui a été saluée avec le plus grand enthousiasme par le Congrès tout entier, deux sur huit seulement sont parvenus à atteindre Bruxelles; les autres avaient été arrêtés et jetés en prison avant de pouvoir franchir la frontière espagnole. Enfin, il y avait des délégués de l'Afrique du Nord, des Indes, et de l'Indochine."

"En plus des étudiants, il y avait un bon nombre de professeurs des universités, d'écrivains et d'intellectuels. De France venaient les professeurs Wallon, Rivet et Fournier, membres de l'Institut, professeurs à la Sorbonne et à l'Institut Curie, Henri Barbusse, le grand écrivain et ennemi de la guerre, a été empêché d'y assister, mais il a envoyé au Congrès un message éloquent d'encouragement et d'espoir."

"Quel a été dans ses grandes lignes, le travail du Congrès?"

"Premièrement, on a passé en revue la situation des étudiants des différents pays, au point de vue matériel, au point de vue de la culture, et puis de la militarisation et de la fascination de la jeunesse. Les délégués américains, pour exemple, nous ont parlé des 20,300 écoles fermées aux Etats-Unis depuis le début de la crise, des 200,000 professeurs et institutrices sans emploi, du budget universitaire du pays coupé en deux en quatre ans. Une documentation des plus intéressantes a été rassemblée par le Congrès. . . ."

"Mais ce n'était pas là son seul but?"

"Non, naturellement. J'allais vous dire, justement, c'était là bien plus un stimulant qui nous a encouragés à entreprendre avec détermination le travail qui nous attendait: c'est-à-dire, le ralliement des masses des étudiants pour une opposition efficace aux restrictions qu'on impose à l'éducation, restrictions du nombre des étudiants, etc., et contre la militarisation de la jeunesse dans les écoles, et contre toute tendance fasciste."

"Et ici, au Canada, vous vous attendez à des succès dans ce domaine?"

"Nous autres étudiants canadiens, nous sommes exposés aux mêmes difficultés, le même danger de guerre nous menace, notre situation matérielle est loin d'être enviable, je vous assure. Il n'y a pas de raison au monde pourquoi nous ne réussirions pas. Nous avons convoqué un Congrès National des étudiants pour le mois de mars, et j'ai cru que là sera posée, pour ainsi dire, la pierre angulaire du mouvement étudiant dans notre pays. Ce qui nous préoccupe le plus ici à Montréal, c'est la question des étudiants canadiens-français. Nous sommes très anxieux de mettre sous leurs yeux notre programme et nos buts, et nous sommes certains que la réponse serait favorable. Si votre journal pouvait nous aider sous ce rapport. . . ."

Nous avons promis, naturellement, de faire notre possible pour attirer l'attention des étudiants qui se trouvent parmi nos lecteurs sur ce mouvement d'unité dont le programme s'accorde dans une si large mesure avec les principes énoncés par CLARTE.



## Le départ est donné!

Déjà les premiers abonnements nous parviennent et de nombreux lecteurs ont demandé notre liste de souscription. Tous nous ont affirmé leur détermination de la remplir jusqu'à la dernière ligne!

C'est la preuve de l'intérêt qui portait nos amis à leur journal CLARTE.

Avec un départ comme celui-là, le succès de notre campagne du 15 février — 15 mars est possible.

Ces efforts individuels répétés en plus grand nombre nous permettront d'atteindre notre principal objectif: CLARTE HEBDOMADAIRE!

### Il faut populariser "CLARTE" !

Notre tirage actuel n'est que de 3,000 copies. Ce n'est pas suffisant, tous en viendront. Mais c'est en grande partie à vous qu'incombe la tâche de populariser CLARTE. Nous ne pouvons nous satisfaire du hasard ou nous fier à lui pour trouver de nouveaux lecteurs. Si la crise hystérique de L'ILLUSTRATION n'a eu comme conséquence que de rapprocher plus près de nous nos amis il n'en a pas été de même avec nos dépositaires. Plusieurs, à la lecture du dégoûtant mensonge que notre journal n'était pas légal ont craint les représailles et refusent de prendre CLARTE.

Répondez aux mensonges malhonnêtes de L'ILLUSTRATION en popularisant CLARTE avec encore plus d'ardeur! Que chaque lecteur prenne la ferme résolution de ne pas mettre à demain la tâche de lui trouver un nouveau lecteur. De cette façon nous pourrions atteindre les 5,000.

### Il faut 300 abonnés !

Qui de nos lecteurs et amis n'a pas un ami, un parent, un copain dans Montréal qui ne serait pas intéressé comme lui à CLARTE? Et à la campagne, n'auriez-vous pas un parent ou ami que vous pourriez abonner? Que chacun cherche parmi ses connaissances. Il faut à CLARTE 300 abonnés qui seront certains de ne jamais manquer un seul numéro de notre journal. Envoyez-nous une liste des personnes que vous connaissez susceptibles de s'abonner; nous leur ferons parvenir un numéro gratuitement.

### Il faut un fond de réserve !

CLARTE n'est pas un journal comme un

autre. Il est et veut rester indépendant. Il ne peut donc compter sur les subsides des gouvernements ou de ceux qui financent les autres journaux. Il ne compte que sur ses amis, sur leur dévouement, sur le vôtre. Ce n'est que si vous faites votre part que CLARTE pourra vivre, grandir.

Les résultats obtenus à date nous permettent d'envisager plus CLARTE deviendra hebdomadaire, prendra plus d'importance. La semaine dernière nous avons démenagé nos bureaux. A 6418 rue St-Hubert nous avons maintenant un local plus grand et mieux aménagé où nos amis seront les bienvenus, ou ils pourront venir apporter leurs suggestions, où ils pourront venir chercher des numéros spécimens, etc. De ce déménagement CLARTE ne pourra que bénéficier.

Mais voilà de nouvelles charges ajoutées à notre budget.

Il y a plusieurs améliorations que nous voudrions apporter à notre journal: premièrement une publication plus fréquente, un plus grand nombre de pages, plus de vignettes, etc. Toutes, elles ne peuvent dépendre que de nos lecteurs. De L'ILLUSTRATION et de ceux qui la supportent nous ne pouvons attendre que des calomnies et des ordures. Nos amis nous désappointeront-ils? Hésitez-vous à faire votre part pour que CLARTE puisse atteindre son objectif: un fond de réserve de \$600.00 qui assurera une publication hebdomadaire régulière? Songez que si chacun de nos lecteurs ne collectait ou contribuait que vingt sous nous atteindrions ce but! Ne remettez pas à demain ce que vous pouvez faire aujourd'hui. Près d'une semaine est déjà écoulée!

De mille et une façons vous pouvez aider CLARTE! Votre journal compte sur votre amitié.

Ne retardez pas. Dès aujourd'hui mettez-vous à l'oeuvre pour faire de CLARTE un hebdomadaire!

L'effort individuel ne sera pas considérable si tous s'y mettent. Nous allons faire notre part, hésitez-vous à faire la vôtre?

**Etes-vous positif que votre ami ne veut pas s'abonner? Pourquoi ne pas lui en parler?**

### Un fermier nous a écrit: Notre situation est critique!

Falher, Alberta, 12 janvier — Depuis bientôt cinq ans la crise agricole exerce ses ravages dans l'Ouest canadien. La situation des fermiers de cette partie du pays est réellement critique; la sécheresse et l'inondation sont venues ajouter à leur misère déjà grande et leurs maigres économies s'épuisent; les saisies et ventes de récoltes pour non-paiement de taxes et d'intérêts sur l'argent qu'ils ont dû emprunter augmentent.

Ici dans la région de Peace River, nous avons à faire face à une question sérieuse, celle du prix du blé. L'an dernier plusieurs fermiers élevèrent leur voix contre les bas prix qu'ils recevaient, accusant les compagnies de réaliser des profits trop élevés.

Il est bon de noter que les taux d'entreposage sont trop élevés. Pour ne citer qu'un cas: à un fermier, sur 451 minots et 50 livres de blé, on retint 153 minots et 20 livres pour cet entreposage.

Devant les protestations des fermiers, on décida, à Winnipeg et à Chicago d'élever le prix de cette céréale, établissant différentes classes. La pluie et la neige sont venues au cours des battages, ce qui eut pour conséquence que les fermiers reçurent moins pour leur blé qui était placé dans une classe inférieure de sorte que les prix ne furent pas plus élevés que l'an dernier. Cependant, il a été reconnu par des experts compétents qu'avec du blé numéro 4 on pouvait faire d'aussi bonne farine qu'avec le numéro 1 — il y a entre les deux classes une différence de prix de 0.17 c le minot.

Comme je vous le disais plus haut, notre situation est critique. Lorsque nous nous trouvons dans l'impossibilité de rencontrer nos obligations — et c'est le cas le plus fréquent — l'huissier intervient, procède à la saisie des récoltes. Le malheureux fermier est chassé avec sa famille, sans avances, sans rien. Comme une année s'écoule avant qu'il puisse, dans sa nouvelle exploitation, réaliser des revenus, il lui faut jusque là emprunter.

Que deviendrons-nous. . . . P. D.

se inférieure de sorte que les prix ne furent pas plus élevés que l'an dernier. Cependant, il a été reconnu par des experts compétents qu'avec du blé numéro 4 on pouvait faire d'aussi bonne farine qu'avec le numéro 1 — il y a entre les deux classes une différence de prix de 0.17 c le minot.

Comme je vous le disais plus haut, notre situation est critique. Lorsque nous nous trouvons dans l'impossibilité de rencontrer nos obligations — et c'est le cas le plus fréquent — l'huissier intervient, procède à la saisie des récoltes. Le malheureux fermier est chassé avec sa famille, sans avances, sans rien. Comme une année s'écoule avant qu'il puisse, dans sa nouvelle exploitation, réaliser des revenus, il lui faut jusque là emprunter.

Que deviendrons-nous. . . . P. D.

### Déclarations intéressantes de la "North American Life"

Un lecteur nous communique quelques notes qu'il a tirés d'un rapport d'une enquête faite par la "North American Life":

Cette enquête démontre que sur cent personnes, soixante et une seulement atteignent l'âge de 40 ans. De ces 61 vivants, 52 vivent de la "charité" ou sont à la charge d'amis ou de parents; il n'en reste donc que neuf d'indépendants. Cinq de ces derniers travaillent pour gagner leur vie tandis que quatre ont économisé suffisamment pour leurs vieux jours.

Ce qui semblerait indiquer, ajoute notre correspondant, que sous les conditions actuelles il est impossible à 96% de la population d'économiser suffisamment pendant les bonnes années pour prendre soin de leurs vieux jours.

### Abonnez-vous à CLARTE!

Un nombre suffisant d'abonnés assurera à notre journal une réduction substantielle au taux d'expédition par maille—cela contribuera par le fait même à consolider la situation financière de CLARTE. Votre abonnement nous aidera donc en même temps qu'il vous assurera la réception régulière de votre journal. Ne remettez pas à demain l'envoi de la formule ci-dessous.

**CLARTE**  
case postale 66, Sta. R. Montréal, Qué  
Je vous prie de noter mon abonnement de ..... numéros  
Adresse .....  
Nom .....

Je vous fais parvenir la somme de .....  
N. D. L. R. Si le coeur vous dit d'inclure une contribution à notre fond de réserve n'hésitez pas, si petite soit-elle!  
Prière d'écrire bien lisiblement.

## Causons . . .

par Lorette

### Le suffrage féminin

Le principe de l'égalité des droits doit être appliqué à la femme autant qu'à l'homme. En effet, les devoirs et les travaux qui incombent à la femme dans la société ne le cèdent à ceux de l'homme ni en importance, ni en difficulté et cette tâche va toujours s'agrandissant, vu l'élévation du niveau de l'instruction et le progrès de la civilisation. Nous voyons que la position actuelle de la femme est d'autant plus considérable chez une nation que cette nation est plus policée. La femme ayant acquis une éducation et une instruction suffisante, il est ridicule de ne pas lui accorder les droits politiques qu'elle revendique pour son sexe afin de se placer sur le pied d'une parfaite égalité avec l'homme. Non seulement l'histoire mais la vie des peuples actuels, aux idées plus avancées, nous démontrent jusqu'à l'évidence qu'il y a eu et qu'il y a présentement parmi les femmes d'aussi bons politiques qu'il y en a de détestables parmi les hommes. On sait d'ailleurs que la femme a fait ses preuves et dans nombres de branches de l'activité humaine elle y a excellé, et on sait aussi que si elle cherche à entrer dans l'arène politique c'est toujours en vue d'améliorer les conditions de l'existence. Pourquoi alors ne pas accepter son concours puisqu'il serait nécessairement avantageux ? Pourquoi redouter la concurrence et pourquoi recourir à des mesures despotiques ? Serait-ce une preuve qu'en réalité on craint la femme et ses aptitudes plus qu'on ne veut en avoir l'air que l'on ne peut se résoudre à renoncer à la douce habitude de la domination de l'oppression ?

Tout homme appartenant à une nation civilisée ou ayant cette prétention devrait être au dessus de cette mentalité de primitif.

Quoi de comparable entre une femme éclairée, familiarisée avec les questions sociales et un homme ignorant et inculte. . . pourtant cet homme détient une part du suffrage universel et par là il participe aux déterminations et à l'histoire de la nation, cultivée, est considérée comme incapable tandis qu'à côté de lui la femme raisonnable d'exercer le même droit. N'est-ce pas d'une aberration et d'une absurdité flagrantes ?

Le tiers des travailleurs se compose de l'élément féminin et tous doivent veiller à ce que les lois, règlements et statuts soient édictés pour protéger leurs intérêts.

Une partie de la population payant taxes se trouve privée du droit de suffrage; en vertu de quel principe ? Serait-ce celui-ci: "Pas de taxes sans représentations" ! ! ! Ne devrait-on pas rougir d'un tel illogisme ? Quand se décidera-t-on à dépouiller le vieil homme et à laisser le progrès poursuivre sa marche triomphale ?

Pour écarter la femme de la politique et pour lui refuser le droit de vote avec cette obstination, on n trouve des objections, des vieux-clichés comme ceux-ci: "La femme est reine du foyer, nous voulons la garder dans sa tour d'ivoire et lui conserver l'aurole de son sexe". A une époque aussi troublée que la nôtre, est-il de trônes qui ne soient pas vacillants ? Une reine est d'autant plus reine et plus considérée qu'elle a le pouvoir ! Nous ne sommes plus à l'époque des rois-fainéants.

Tant qu'à la vraie féminité et au beau rôle d'épouse et de mère ce n'est pas l'exercice des droits civils et politiques qui les empêchera de s'épanouir. Au contraire une plus large mesure d'autonomie et une plus grande indépendance pour la femme ne peuvent que relever le niveau de la vie de famille.

Mais l'argument le plus suranné c'est que le droit de vote et d'éligibilité porterait atteinte à la dignité féminine. Le sentiment de l'honneur est-il donc exclusivement l'apanage du sexe féminin ? S'il en est ainsi nous consentons volontiers à choisir et qu'on nous permette de parodier l'illustre Racine:

"Honneur sans suffrage n'est qu'une maladie"  
LORETTE.

### VOUS AVEZ TORT

si vous n'avez pas encore demandé une carte de souscription. Vous perdez une bonne occasion d'être très utile à CLARTE.

### PRETRES ET MOINES QUITTENT LA SARRE

SARREBRUCK, 14. — L'exode des prêtres catholiques de la région de la Sarre, qui sera bientôt rendue officiellement à l'Allemagne, est commencée depuis quelques jours. Hier encore dix prêtres et plusieurs membres d'ordres monastiques ont reçu des obédiences en vertu desquelles ils quitteront sous peu le pays.

## Nouvelle

# Une machine extraordinaire

(D'après un conte du romancier Ilya Ehrenbourg)

J'ai vu dans le cours de ma vie bien des machines extraordinaires. J'ai vu une machine avec une main de fer et un oeil invisible qui veille à ce que les cigarettes soient placées avec précision dans leur boîte, et qui corrige automatiquement la moindre inexactitude. J'ai vu des machines qui pouvaient déterminer le degré de fraîcheur des oeufs, l'exactitude de calculs compliqués, et les tons de la voix humaine. Les machines ont cessé depuis longtemps de m'étonner. Mais récemment j'en ai vu une qui m'aabasourdi. Ce ne fut point au premier coup d'oeil que j'ai pu comprendre son secret.

Quand finalement je me suis rendu compte du but de cette machine, je n'en étais pas tranquillisé, et je me suis décidé de lui consacrer ces lignes. En commençant un conte, on a l'habitude de pénétrer bien loin dans le passé; ainsi je vais commencer, non par la machine, mais par la mer.

C'était une mer du Nord, brumeuse et parsemée de voiles de bateaux de pêche. La mer était hollandaise, et les pêcheurs attrapaient les harengs hollandais, à juste titre célèbres.

La Hollande est un pays de tradition et de progrès. Elle s'est accoutumée à faire la guerre à la mer, et elle ne veut pas se reposer sur ses lauriers maintenant. C'est ainsi que fut né le projet de mettre à sec le Zuider-zée. On calcula avec soin combien de hectares de terre seraient repris à la mer, et combien de harengs péchiraient. Afin de dessécher la mer, des machines extraordinaires furent créées; mais ce n'est pas à propos de ces machines-là que j'écris.

On accordait aux pêcheurs des indemnités. Ils troquèrent leurs bottes contre des tracteurs. Ils oublièrent les "harengs royaux" et commencèrent à vanter les mérites du blé hollandais, qu'on nommait "Witheimina" en l'honneur de la reine. On avait repris à la mer des milliers et des milliers de hectares de bonne terre labourable.

Tout avait été prévu, calculé d'avance, jusque dans les moindres détails. Mais pour

un jour brumeux et gris, un chiffre de plus vint s'ajouter aux autres. Dans les greniers du monde 630,000,000 boisseaux de blé étaient en train de pourrir, faute d'un acheteur. Les hommes se seraient montrés plus bêtes que les machines: ils avaient fait un faux calcul. Au Canada, en Australie, dans l'Argentine, on continuait de planter de plus en plus de blé. Les fermiers étaient ruinés.

Et pourtant, en Hollande, sur la terre qu'on avait reconquise à la mer, on semait du blé. Que pouvaient-ils faire d'autre, ces hollandais laborieux ? Ils ne pouvaient quand même pas inonder de nouveau leur terre ! Ils semèrent, dans l'espoir secret d'avoir une mauvaise récolte. La récolte était bonne. Puis, ils cherchèrent le moyen de la détruire.

Quand les économistes savants nous disent qu'il y a trop de blé dans le monde, il ne faut pas les prendre à la lettre. Pour tous ces millions de boisseaux de blé en "surplus" on peut encore trouver des dents solides et des ventres creux. D'innombrables millions de Chinois étaient tenaillés par la faim. Mais c'est là une question d'éthnographie ou de sentiment. . . A Rome les délégués de quarante-six pays entreprirent l'étude de la "destruction organisée du blé".

L'éosine est une teinture rouge. Les hommes d'état décidèrent de dénaturer le blé avec de l'éosine. Ils voulaient maintenir le prix de vent du blé; la solution, c'était de le donner à manger au bétail. Ce fut là un progrès culturel magnifique, mais l'histoire de l'éosine n'est que le prologue de mon conte. Le conte lui-même viendra bientôt.

Ainsi à travers le monde les vaches commencent à bouffer du blé excellent. Les hommes mangeaient des biftecks et du rosbif. Il semblait qu'une solution heureuse ait été trouvée, sinon pour les vaches, au moins

pour les hommes. Mais une fois de plus les chiffres intervinrent: il y avait trop de bétail, trop de vaches, trop de jeunes boeufs, trop de veaux.

Nulle part ailleurs les vaches jouissent d'une vie aussi douce qu'en Danemark. Elles habitaient des étables luxueuses, avec eau courante, chaude et froide, Eelles étaient entourées d'amour et de respect. Chaque vache avait son petit cahier personnel où l'on notait tous les détails de sa vie.

Les Allemands aimaient beaucoup la viande danoise. Mais des millions d'Allemands remplaçaient la viande par les pommes de terre. Les économistes déclarèrent gravement qu'il y avait "surproduction de viande". Les Danois étaient attristés. Que faire avec ce "surplus" de vaches ?

Dans une ville de l'île de Laaland, j'ai vu la culmination de la société capitaliste: des fermiers qui conduisaient des vaches jeunes et saines à l'abattoir. C'étaient les vaches brunes de Danemark, celles qui sont universellement estimées. On les conduisait à l'abattoir, et le commis receveur nota brèvement: "A détruire". Chaque semaine on détruisait cinq mille têtes de bétail. On détruisait ces choses parce que, si l'on doit croire les économistes distingués, il y a trop de viande dans ce monde.

Pourtant, à Naksor, on a inventé une "utilisation rationnelle" de la viande. On n'a détruit pas; on la "convertit". C'est à Naksor que j'ai vu la machine qui m'a tellement impressionné. Au milieu d'un grand vacarme, la machine transforme la chair et les os en pâte. La pâte est ensuite bouillie et comprimée. Finalement il sort des galettes plates et terreuses; sous cette nouvelle forme le boeuf est utilisé à engraisser les porcs. Donc, un nouveau remède à la crise a été trouvé: il n'y a qu'à tuer les vaches pour nourrir les porcs !

Il ne faut pas, pourtant, qu'on aie l'idée

## Appel aux ouvriers de St-Eusèbe

Nous recevons de la Voix Ouvrière de St-Eusèbe, la communication suivante, et c'est avec plaisir que nous la publions;

Nous venons aujourd'hui éprouver la sincérité de votre journal "CLARTE" sol-disant journal ouvrier, en vous demandant d'insérer dans vos colonnes, la communication que nous vous adressons. Si nous vous parlons d'épreuve, M. le rédacteur, c'est que malgré que tous les journaux se prétendent justes à l'égard des ouvriers, ils ne le sont pas, et la preuve c'est que nous avons déjà envoyé des articles à certains journaux, articles que nous n'avons jamais eu le bonheur de lire. Ne connaissant pas vos opinions politiques, nous devons vous dire que nous sommes contre tout ce qui, de près ou de loin n'est pas dans l'intérêt de l'ouvrier. La plupart des journaux montrés-alaïs, qui se prétendent indépendants, ne le sont pas parce qu'ils ont à leur tête des politiciens ou des administrateurs qui sentent le rouge ou le bleu. Nous espérons que vous n'êtes pas de ce calibre, et nous

serons convaincus, si notre article paraît.

a) En novembre dernier, nous appartenions à la Fédération Populaire, dont le chef-suprême est Son Honneur le maire Camillien Houde. Plusieurs officiers de notre organisation présente, étaient aussi officiers dans ce temps-là. Comme nous étions sincères à la classe ouvrière, nous avions souvent des arguments avec le directeur-gérant de notre section, qui se servait trop ouvertement de la dictature. Nos demandes n'étaient jamais écoutées et si parfois on nous prêtait l'oreille, ce n'était que pour nous annoncer que nos résolutions iraient devant le Conseil Central de cette Fédération. Alors nous entendions plus parler; la seule réponse qu'on nous rapportait était que nos chefs prendraient la chose en grande considération. (Phrase que nous avons souvent eu l'honneur d'entendre dans la vie). N'étant pas aveugles, M. le rédacteur, nous nous doutions que les chefs n'étaient pas sincères, nous doutions de la sincérité de M. Houde. Nous comprenons que les membres

de cette Fédération n'avaient qu'une liberté, celle de jouer ou de s'amuser, mais nous avions l'odorat trop fin pour ne pas sentir le but des chefs. Ce but était (et il l'est encore par malheur) des plus rusés. Amuser gratuitement les ouvriers afin qu'ils ne réfléchissent pas sur leurs conditions de vie, les garder dans l'ignorance, en envoyant de temps à autre des orateurs, (bourreaux de crane professionnels) qui venaient avec des sanglots dans la gorge, s'apitoyer sur le sort des ouvriers, sur le sort de jeunes surtout, car notre ami Camillien se proclamait le pasteur des jeunes (camp de concentration, vingt sous par jours). Or promettait de donner à l'ouvrier un meilleur standard de vie. Sur ces promesses les ouvriers se laissaient pincer, et le lendemain ils recommençaient à s'amuser sans se soucier de l'avenir, se fiant aux promesses qui leur avaient été faites la veille. Ceci aurait continué jusqu'à date si nous n'avions pas eu le courage de dénoncer ouvertement cette politique honteuse entreprise par la Fédération Populaire.

Houde comme étant un chef fasciste nous avons proposé de quitter la Fédération afin de s'organiser d'une manière démocratique. Le vote fut pris et le résultat magnifique. Nous avons pris 158 votes, alors qu'il n'y avait que trois dissidents.

## MÉDECINE

### LE CANCER DU TUBE DIGESTIF

Cette section, grâce à l'aimable collaboration de quelques médecins de nos amis, paraît régulièrement dans CLARTE. Nous tenons à rappeler à nos lecteurs que toute demande de renseignements qui nous sera adressée sera répondue gratuitement dans ces colonnes.

Le cancer du tube digestif constitue un problème médical très sérieux. C'est une maladie qui atteint beaucoup de monde; les cas ont l'air d'augmenter en nombre; aucun âge, race, ni croyance n'y échappe. Il faudra beaucoup d'instruction et de propagande publiques afin d'attirer l'attention sur la nécessité de chercher immédiatement un conseil médical s'il y a le moindre soupçon de la présence de cancer. Tout homme craint naturellement l'idée d'avoir un cancer dans n'importe quel organe; la seule façon intelligente d'envisager le problème, c'est de savoir reconnaître les premiers symptômes décisifs. Notre seul espoir de guérison consiste à nous attaquer à la nouvelle croissance au début de son développement.

Trois parties importantes du tube digestif peuvent être attaquées: l'oesophage, l'estomac et le colon.

1. L'oesophage: le cancer de l'oesophage n'est pas bien fréquent. On peut le trouver

chez des personnes très jeunes. Il est plus fréquent chez les hommes que chez les femmes. Les symptômes principaux de cette maladie sont: difficulté d'avaler persistente; amaigrissement rapide. La diagnose s'établit assez facilement, mais malheureusement le traitement de ces cas est généralement inutile.

2. L'estomac: Celui-ci est l'organe où le cancer se trouve le plus fréquemment (excepté l'utérus). Par exemple, en 1929 il y eut à Montréal 749 morts dus au cancer dont 246 étaient des cas de cancer de l'estomac. Il se retrouve plus fréquemment chez les hommes. Aucune race n'y échappe. Des personnes de n'importe quel âge peuvent en être atteintes, mais en général ce sont les personnes âgées de plus de 40 ans qui en sont les victimes.

Les symptômes peuvent être absents ou et c'est là le côté tragique du cancer de l'estomac — ils peuvent se manifester seulement très tard. En règle générale, le début est graduel et il faut être en garde contre les choses suivantes:

1. mauvais appétit, malaise après les repas, nausées, vomissements, une répulsion soudaine pour la nourriture;
2. amaigrissement progressif;
3. perte de forces sans cause évidente;

4. anémie;
5. douleur dans l'abdomen, généralement dans le creux de l'estomac.

La présence de n'importe lequel des symptômes ci-dessus, surtout des troubles gastriques chez une personne de plus de quarante ans, doit inciter cette personne à obtenir un examen complet afin d'exclure toute possibilité d'un cancer de l'estomac. Un cas non soigné dure de douze à dix-huit mois. Un traitement chirurgical immédiat est le seul moyen de guérison possible.

3. Les intestins: Il s'agit rarement ici du petit intestin. Le cancer du grand intestin (colon) se trouve le plus souvent dans le rectum. L'incidence d'âge la plus commune se trouve entre 40 et 60 ans. Les symptômes importants sont les suivants:

1. constipation chez une personne dont les intestins fonctionnaient régulièrement auparavant;
2. La diarrhée est quelquefois parmi les premiers symptômes;
3. changement dans la forme des selles;
4. sang et pus dans les selles;
5. douleur dans l'estomac, plus tard, anémie et amaigrissement.

On ne peut jamais trop insister sur ce point: un dérangement dans le fonctionnement des intestins chez une personne de plus de quarante ans, sans explication évidente, exige qu'on considère la possibilité de cancer. Traiter tout simplement la constipation chez tout individu d'un certain âge au moyen de purgatifs, et négliger ainsi une diagnose en règle, est excessivement dangereux. Une intervention chirurgicale opportune est le seul moyen de guérison possible.

que la race porcine ait échappé à la crise mondiale. Son prix est tombé et son export a diminué. La frontière anglaise sera bientôt aussi fermée à l'importation de porcs danois que la frontière allemande l'est à l'importation du boeuf danois. Puis on n'aura qu'à détruire les porcs qui pour l'instant s'engraissent de chair de boeuf.

Observez donc ce cercle vicieux et tragique de la société actuelle. On met les mers à sec afin de semer le blé. Puis une partie du blé est détruite et le reste est employé comme fourrage à bétail. Puis on détruit le bétail pour en faire de la nourriture à porceaux. Il y a sûrement un homme entreprenant qui est en train de développer un plan d'"utilisation" rationnelle" de porcs que les Danois se mettront à détruire demain.

Pour n'importe quel homme le spectacle de la destruction de saines vaches à lait est insupportable. J'ai vu les visages tristes des ouvriers qui se tenaient près de la machine énigmatique. Ce n'est pas simplement la destruction de richesse; c'est du vandalisme. L'ignominie en est évidente pour qui que ce soit — rappelant la destruction des livres par les Nazis démonsiaques. Je ne parlerai pas des fantômes, affamés que j'ai vu dans les rues de Berlin et de Manchester. En Suède, dans la région de l'exploitation forestière, j'ai vu des milliers de chômeurs qui ne mangent de la viande que deux ou trois fois par an. J'ai vu à Kramfors des ouvriers dans les usines de cellulose dont la seule nourriture consiste en farine d'avoine, pommes de terre et harengs — la viande est au-delà de leurs moyens. Moi-même, je suis très bien ce que c'est que la faim, et c'était affreux pour moi de voir de mes propres yeux ce boeuf de première qualité qu'on détruisait avec tant de soin et de diligence.

N'avons-nous pas le droit de faire appel non seulement aux sentiments des hommes d'une classe, mais à la conscience, au sens commun ordinaire ? N'avons-nous pas le droit de poser la question du salut même de la civilisation ?

Depuis ce jour nous avons ouvert notre club au No 2251 Frontenac, et malgré la lutte démagogique entreprise par nos ennemis, nous avons pu avec toute notre ardeur, notre sincérité et notre dévouement nous maintenir sur un bon pied de solidarité. Nous avons dans nos rangs des C. C. F., des libéraux, des conservateurs et autres. Nous désirons faire un front-uni de tous ceux qui souffrent, quelles que soient leurs opinions politiques, religieuses ou autres. Quand les ouvriers auront gagné ce qu'ils désirent, soit, une augmentation de secours, soins médicaux et dentaires gratuits, augmentation du loyer, assurance non-contributive, etc., ils pourront penser selon leurs désirs. Pour le présent nous adressons un appel à tout citoyen du quartier St-Eusèbe ou d'ailleurs; s'il souffre, il est le bienvenu chez nous. Dimanche dernier un de nos membres assistait au Congrès d'action à Ottawa, et nous sommes heureux d'annoncer aux membres et à leurs amis, qu'un rapport sera donné, vendredi après-midi le 22, à 2 hrs.

Comptant sur vous, M. le rédacteur, nous vous remercions à l'avance.

Souhaitant succès et longévité à votre journal.

Comité de Régie

La Voix Ouvrière St-Eusèbe  
2251 Frontenac.

## Cent-huit chômeurs sont arrêtés pour vol de charbon

Cent huit sans travail ont comparu devant le juge Maurice Tétréau sous l'accusation d'avoir passé et stationné sur le terrain du Canadien Pacifique.

La compagnie s'est plainte de ce qu'un nombre considérable de chômeurs allaient s'approvisionner de charbon et de bois dans ses cours.

La police fit une enquête dans le cas de Alexandre Cayer, 5759 rue Angers qui comparut devant le magistrat Desmarais sous la même accusation et dût constater que ce malheureux était dans le plus grand dénuement, sans le sou et que ses enfants souffraient du froid.

Ce dernier s'en tira avec une remise de peine et les autres prévenus furent condamnés à payer les frais de la cause ou à passer une heure en prison.

J. DUPONT  
Bois et Charbon  
Gros et détail  
Charroyage de toutes sortes  
CRéscant 9177

## 18,500 ouvriers de Montréal sont pour l'assurance-non-contributive

Une conférence à laquelle 53 organisations étaient représentées a eu lieu le 10 février.

### Election d'une délégation à l'hôtel-de-ville.

Sous la présidence de M. Bédard s'est tenue au local du Conseil des Chômeurs de Montréal Enregistré, 7536 rue St-Hubert une conférence à laquelle la majorité des organisations ouvrières de la métropole avaient été invitées.

Cinquante-trois répondirent à l'appel. Convoquée pour discuter de l'assurance-chômage, la conférence, d'après ses organisateurs, fut un succès. Au-delà de 18,500 travailleurs y étaient représentés par 70 délégués. La majorité d'entre eux participèrent à la discussion qui suivit le rapport principal fait par M. Perry, organisateur du Conseil des Chômeurs.

Ce dernier, après avoir exposé les conditions des sans travail à Montréal expliqua qu'il n'y avait qu'une assurance-chômage qui pouvait, actuellement, faire face à cette situation. Il démasqua tout le vide de l'assurance proposée par M. Bennett, assurance qui laisse de côté de vastes sections de la classe laborieuse et... les chômeurs.

"L'assurance contributive" déclara-t-il signifie une réduction générale de salaires. Elle est une menace pour toutes les unions ouvrières qui défendent les intérêts de leurs membres."

Il démontra que seul une assurance-chômage-non-contributive pouvait satisfaire les besoins de la classe ouvrière.

Une discussion intéressante suivit à laquelle prit part, entre autres, MM. Parir et Labelle de l'Union Nationale Indépendante des Débardeurs de l'île de Montréal, Mme Lebrun de la Ligue Progressive Féminine, M. Dufour du club St-Gabriel, M. Sarkin de l'Amalgamated Clothing Workers, etc.

Quelques amendements furent proposés et adoptés au projet initial proposé par le Conseil des Chômeurs. Tous les délégués, à l'unanimité, votèrent en faveur du projet amendé.

Six délégués furent ensuite élus aller présenter les demandes des sans travail à l'hôtel-de-ville le 13 février. Celles-ci comportaient des augmentations de secours, électricité gratuite, etc. et le passage de 15 délégués au Congrès d'Ottawa.

Sept autres délégués furent ensuite élus pour le Congrès National d'Ottawa.

### On condamne l'assurance-chômage contributive.

Sydney, N. E. 11 fév. — L'Amalgamated Mine Workers a sévèrement critiqué le projet d'assurance-chômage de M. Bennett à son assemblée et a adopté à ce sujet une résolution qui a été envoyée au premier ministre, à M. MacKenzie King et au député de l'arrondissement.

Supportant l'idée d'une assurance-non-contributive, les mineurs ont déclaré qu'ils n'étaient pas en position d'accepter de nouvelles réductions à leurs salaires et que le gouvernement devrait prendre à sa charge le fardeau de l'assurance.

### La C.C.F. présentera quatre candidats

Il semble certain que quatre candidats au moins de la C. C. F. se présenteront aux prochaines élections fédérales dans la région de Montréal. L. B. Almond sera candidat dans Mont-Royal, et Jean Perron dans St-Jacques. Deux autres candidats seront choisis pour Verdun-Lasalle et Jacques-Cartier.

### Une augmentation de secours est demandée par la ligue des patriotes

Le Conseil central de la Ligue des patriotes à son assemblée, vendredi soir, a passé la résolution suivante: "Que le montant des allocations aux chômeurs soit augmenté comme suit: \$5.00 par semaine à chaque adulte, et \$2.00 par semaine par chaque enfant. Toute personne, ayant atteint l'âge de 18 ans, devra être considérée comme adulte."

Le but de cette résolution, ont déclaré les proposants, est d'augmenter le pouvoir d'achat des nécessiteux. Grâce à l'augmentation demandée, le chômeur pourra payer, lui-même, son loyer, ses taxes d'eau, etc. Le propriétaire recevra, ainsi son loyer, comme au temps de la prospérité, et il pourra, par le fait même, payer ses taxes, et ses obligations, tout comme s'il n'y avait pas de crise.

"Les chômeurs, ont ajouté les orateurs, ont grand besoin de vêtements, de chaussures et même de meubles. Si donc on leur met entre les mains une somme raisonnable, ils iront acheter dans les magasins et ils paieront comptant. Par suite, les manufacturiers auront des commandes abondantes un mot, la crise sera finie."

### SERVI.



—Ca vous apprendra à réclamer la lumière gratuite!

### Les chômeurs n'ont pas été reçus à l'hôtel de ville

Montréal, 14 — Avant-hier, des circulaires distribuées dans les quartiers populaires appelaient les ouvriers de la ville à supporter la délégation de la Conférence des Chômeurs qui devait aller présenter les réclamations des sans travail au conseil municipal.

Il faut croire que l'absence de la majorité de leurs confrères n'était pas fait pour donner aux quelques échevins qui n'étaient pas à Québec le courage d'affronter cette délégation car bien avant l'heure fixée pour l'entrevue plusieurs douzaines de policiers étaient rendus sur les lieux et forçaient à circuler tous ceux qui semblaient manifester l'intention de stationner.

Lorsqu'enfin la délégation arriva on leur refusa toute entrevue.

Malgré tous les efforts de la force constabulaire, vers midi, des milliers de sans travail étaient rassemblés sur la rue Craig, sur le boulevard St-Laurent et dans les petites rues alentour.

Un témoin oculaire a rapporté qu'à plusieurs reprises la police avait chargé, le fouet à la main. Une attaque particulièrement brutale eut lieu sur le boulevard St-Laurent lorsqu'une vingtaine de policiers à cheval balayèrent la rue. Plusieurs manifestants reçurent des coups de bâtons et des coups de poings. On dit que quelques personnes qui se rendaient à l'hôtel-de-ville pour payer leurs taxes ont reçu des coups.

### ACTIVITE CHEZ LES DEBARDEURS.

Plusieurs nouveaux membres ont été initiés lors de la dernière assemblée de l'Union Nationale Indépendante des Débardeurs de l'île de Montréal tenue à 1255 rue Amherst sous la présidence de M. J. B. Labelle qui représenta cette organisation à la Convention des Chômeurs tenue ici le 10 dernier. Un comité a été nommé pour négocier avec les armateurs un contrat de travail pour la saison qui vient.

## L'assurance-chômage-contributive est approuvée par la députation

M. Bennett refuse de dire ce qu'il a l'intention de faire pour les chômeurs.

Les commissaires recevront un traitement annuel d'environ \$10,000.00.

Ottawa, 18 — Toute la stérilité des débats sur le projet d'assurance-chômage proposé par le premier ministre a été démontrée par le vote unanime qu'on lui a donné à la chambre.

M. J. S. Woodsworth, chef de la C. C. F. s'est contenté de faire un platonique plaidoyer en faveur de l'assurance-chômage-non-contributive après quoi il vota avec l'opposition libérale en faveur du bill conservateur.

Plusieurs questions furent posées au premier ministre portant sur le sort des ouvriers qui ne bénéficieront pas du projet et des chômeurs. M. Bennett répliqua que ce n'était pas une mesure de secours au chômage mais une mesure d'assurance et de taxation.

On demanda alors au premier ministre de dire à la Chambre ses plans pour secourir les sans travail mais M. Bennett refusa, disant que le gouvernement ferait savoir ses intentions sur cette question lorsque le temps sera venu.

Il ressort de la discussion de la séance d'hier soir que le projet demandera un personnel de 4 à 6,000 personnes et que le coût d'administration sera d'à peu près \$7,000,000.00 par année.

A M. King qui lui demandait quels seraient les traitements des commissaires, le premier ministre répondit qu'il ne pouvait pas dire ce qu'il faudrait payer les services d'un homme qualifié pour remplir les fonctions de président de la commission mais que les commissaires recevraient un traitement annuel d'environ \$10,000.00.

### LES POLICIERS DEFENDUS PAR LE JUGE WILSON.

Le juge C. A. Wilson a déclaré, alors qu'il siégeait à la Cour du Banc du Roi dans le procès que subit actuellement W. Moquin que depuis 30 ans qu'il avait souvent entendu proférer des accusations de violence de la part des officiers de police sur la personne des prisonniers mais qu'il n'avait jamais entendu même la moitié d'une preuve à cet effet.

### On demande une enquête sur les activités de la police montée

Des accusations très graves sont portées contre elle.

Ottawa, 18 — Sur le plancher de la Chambre des Communes, la police montée fut accusée d'avoir ouvert la malle de Sa Majesté. Si la chose peut ne pas être nouvelle pour certains citoyens cette fois on a déclaré que même la malle adressée à des députés était ouverte.

C'est au cours du débat sur les subsides à la Police Royale que William Duff, député libéral d'Antigonish-Guysborough, souleva la question.

D'autres députés se prononcèrent contre la militarisation de cette force. On protesta également contre les méthodes de troisième degré employées par elle. L'Honorable Guthrie, ministre de la justice, tenta de nier ces faits.

Des cas furent rapportés où la police montée a placé elle-même des liqueurs alcooliques dans des maisons après quoi elle opéra une perquisition suivie d'arrestations et de sentences; des députés amenèrent également des cas concrets de l'emploi du troisième degré. Pour ce qui est de ces derniers on déclara que la police montée était employée non pas comme force policière suivant le sens parlementaire mais comme instrument politique.

M. Guthrie prétendit être très surpris "C'est la première fois que j'entends de pareilles accusations portées contre la police royale" déclara-t-il. On procédera à une enquête.

### LA BARBE !



—Pouvez-vous m'indiquer où je trouverai un barbier ?

—Pour vous raser ? Mon ami, il n'y a rien comme la lecture de L'ILLUSTRATION.

### LA FINANCE RECLAME UN PARTI NATIONAL.

Toronto, 11 — Dans son éditorial, l'organe de la haute finance canadienne, "The Financial Post", réclame l'établissement au pays d'un parti national.

"Si tous les gens qui sont mécontents des vieux partis, écrit le Financial Post, pouvaient être amenés en un seul parti national ils pourraient sortir les conservateurs et les libéraux et prendre les rênes du pouvoir. Cela serait de beaucoup préférable à l'établissement d'un gouvernement national au Canada. . . Un temps vient où un grand nombre de gens bien pensant aimerait amener des conditions sous lesquelles se réaliseraient les paroles de Macaulay: "Aucun n'était pour un parti mais tous étaient pour l'Etat". Ce temps est arrivé."

Le pouvoir à un Parti National comme le propose l'organe financier signifierait une plus grande centralisation directement sous le contrôle du capital financier; autrement dit la fascination encore plus avancée de l'Etat. A la veille des élections fédérales, cet éditorial prend une grande importance.

### Plus de salaire pour les jeunes en Hitlerie

Berlin, 17. — On annonce un nouvel assaut de l'Etat allemand contre le chômage. Il y a présentement 2 millions de sans-travail en Allemagne. La plupart des jeunes gens seront obligés d'abandonner les situations rémunératrices qu'ils occupent pour se livrer à la disposition absolue du gouvernement. Celui-ci les enverra travailler dans les exploitations agricoles où l'on demande de la main d'oeuvre, ou encore dans les camps de travail. Le projet comporte des peines sévères. Il a pour but de créer l'emploi au profit des adultes.

## Un bref d'injonction est émis contre des grévistes

Des boulangers en grève se voient défendre tout piquetage par le juge Fabre-Surveyer. A la boulangerie Richstone, boulevard St-Laurent.

### A L'OEUVRE !



—Et toi, tu as hâte au retour de la saison de la pêche ?

—Non mais je fais l'ouverture de la chasse aux abonnements pour CLARTE et je commence en t'inscrivant.

### M. TREPANIER REPROUVE L'ASSURANCE-CHOMAGE

L'ancien leader du conseil municipal, l'échevin Léon Trépanier, a attaqué vigoureusement le projet du premier ministre Bennett établissant une assurance-chômage au Canada. Le représentant de Lafontaine a déclaré que cette mesure n'avait pas sa place dans un pays aussi vaste, aussi riche en ressources de toutes catégories que le Canada. "Une telle mesure ne fera qu'encourager la paresse et engager la population à ne plus économiser", a-t-il dit.

L'échevin Trépanier ajouta que l'assurance-chômage était prônée par un petit groupe d'étrangers ce qui sera du nouveau pour les 18,500 ouvriers de Montréal qui se sont prononcés en sa faveur à la Conférence des Sans Travail du 10 février dernier.

"Les nouveaux convertis" déclara M. Trépanier faisant allusion au nombre de plus en plus grand de ceux qui réclament l'établissement d'une assurance-non-contributive, "ne songent pas que le chômage dans un pays comme le nôtre est une anomalie et qu'un bon gouvernement pourrait remédier à la chose".

## Les ouvriers de Verdun ont protesté auprès de M. Tachereau

Ils protestent contre la façon de distribuer les secours dans cette ville.

### Front uni de trois organisations

Nous recevons du secrétaire de l'Association Ouvrière de Verdun, M. J. Bonneau, copie d'une lettre envoyée à l'honorable L. A. Tachereau. Nous aimerions donner une publication complète de cet intéressant communiqué malheureusement le manque d'espace nous force à n'en donner que les principaux passages.

Verdun, le 10 février 1935

A l'honorable L. A. Tachereau, Québec. Honorable Premier,

Au cours du mois de janvier dernier, les membres de trois organisations de sans-travail de Verdun, nommé ment "L'Association Ouvrière de Verdun", "Le Progrès Ouvrier de Verdun", et "Le Foyer Ouvrier de Verdun" se sont enten-

### La commission règle à Sherbrooke le cas de cinq cultivateurs

Sherbrooke, 14. — Après une journée de travail à Sherbrooke, la commission de révision créée en vertu de la loi des arrangements entre cultivateurs et créanciers, a disposé seulement de cinq causes. Il a fallu consacrer beaucoup de temps à l'exposé de la situation pénible des cultivateurs gênés dans leurs finances et aux prises avec les tracasseries multiples.

Un cultivateur de Stanstead, qui occupe une terre depuis dix-huit mois et qui n'avait rien payé ni en taxes ni en intérêts et qui doit plus de \$300, raconte que sa terre rapporte à peine \$270 par année, moins d'un dollar par jour; qu'il doit nourrir douze personnes à la maison et qu'il ne peut rencontrer ses obligations. La terre ne fait pas vivre son homme, dit-il, parce qu'il n'y a plus rien à vendre et que les produits se vendent à trop bon marché.

Il a payé \$6,000.00 comptant sur la terre achetée à \$12,000.00; il devait donner \$200 par année plus les intérêts à 5% et acquitter les taxes et redevances scolaires; il n'a pu rien donner et demande une extension de temps, vu que ce printemps il espère vendre des animaux engraisés durant l'hiver et recevoir davantage du lait de ses 16 vaches.

Le juge lui demande enfin de manifester de la bonne volonté et de faire des arrangements. Finalement, la cause est prise en délibéré.

Jusqu'à ce qu'une entente ait été conclue, i. e. le 21 courant, les 38 boulangers de la boulangerie Richstone en grève contre de mauvaises conditions de travail et des salaires insuffisants n'ont plus le droit de faire le piquetage en face de leur boutique. C'est ce qu'a décidé le juge E. Fabre Surveyer de la Cour Supérieure à la demande du patron de la boulangerie.

Ce bref d'injonction émis par le juge Surveyer non seulement défend tout piquetage mais même la distribution de circulaires contenant des déclarations malicieuses contre la boulangerie Richstone. Comme des grévistes ont rarement des fleurs à tirer à leur patron les boulangers en grève déclarent qu'ils sont liés pieds et poings. On dit que c'est la première fois qu'un tel bref d'injonction est émis dans notre province.

Le patron de la boulangerie prétend avoir souffert des dommages pour la somme de \$5,000.00 et les réclame des 38 grévistes.

Cette grève fut déclarée le 5 décembre dernier; depuis, les ouvriers, membres de l'Union des Boulangers, firent paisiblement le piquetage sous la surveillance de la police appelée par le patron. Cette dernière action de Richstone semble être une manœuvre désespérée afin de briser la résistance des ouvriers qui réclament de meilleures conditions de travail.

### LA VILLE FERME UN REFUGE DE CHOMEURS

Depuis une quinzaine de jours, des chômeurs avaient aménagé l'immeuble de l'ancienne morgue, angle Sanguinet et Craig, en refuge de jour pour les indigents qui sont hébergés à Meurling. Le comité exécutif de Montréal a donné ordre à la police de fermer cet établissement, parce qu'il menaçait de devenir un rendez-vous d'extrémistes et un pôle d'attraction pour les chômeurs des autres villes. C'est l'avis des administrateurs municipaux que les chômeurs n'ont pas besoin pour aller se réchauffer, aux jours froids; qu'ils peuvent trouver gîte un peu partout, dans les gares, les bibliothèques, les bibliothèques, etc.

## Les ouvriers de Verdun ont protesté auprès de M. Tachereau

Ils protestent contre la façon de distribuer les secours dans cette ville.

### Front uni de trois organisations

Nous recevons du secrétaire de l'Association Ouvrière de Verdun, M. J. Bonneau, copie d'une lettre envoyée à l'honorable L. A. Tachereau. Nous aimerions donner une publication complète de cet intéressant communiqué malheureusement le manque d'espace nous force à n'en donner que les principaux passages.

Verdun, le 10 février 1935

A l'honorable L. A. Tachereau, Québec. Honorable Premier,

Au cours du mois de janvier dernier, les membres de trois organisations de sans-travail de Verdun, nommé ment "L'Association Ouvrière de Verdun", "Le Progrès Ouvrier de Verdun", et "Le Foyer Ouvrier de Verdun" se sont enten-

dues sur une formule unique de demandes à faire à la Commission du Chômage de Verdun, ont voici la teneur:

No 1, un chèque supplémentaire à l'occasion des fêtes.

No 2, Allocation du double pour les items chauffage et vêtements.

No 3, que le travail au municipal soit salé de Verdun, soit salarié au lieu d'être rémunéré sous forme de secours-direct.

Depuis il y eut les changements suivants:

No 1, Augmentation de 40% de l'item "nourriture".

No 2, Augmentation par le double des items chauffage et vêtement.

No 3, que le travail au municipal soit salarié, non pour secours.

No 4, Allocation de 25c par semaine pour l'éclairage.

Au cours des assemblées publiques tenues à ces sujets, des délégués choisis parmi les officiers de chaque organisation, furent chargés de porter ces demandes à des autorités locales tant de la Comm. du Chômage qu'au Conseil-de-Ville, mais hélas partout on nous répond invariablement:

Faites donc vos demandes au Gouvernement Provincial, qui, lui, nous prohibe de vous les accorder malgré que nous les travaillons fort judicieusement.

Après avoir rapporté avec quel sans-gêne on se sert des sans-travail comme rien d'autre qu'un "football", les envoyant à Verdun à Québec, de Québec à Verdun et contre l'établissement de la commission actuelle de Verdun, la lettre continue:

Nous ne demandons rien mieux que de gagner honorablement le pain de nos familles avec le fruit de notre travail, tout en conservant la prérogative ordinaire de l'administration de notre budget domestique.

Nous vous demandons également quel est le rôle réel et quelles sont les fonctions officielles de M. Tessier à la Comm. du Chômage de Verdun.

Veillez s. v. p. adresser votre réponse à l'adresse suivante:

M. J. Bonneau, sec. de l'A. O. V. 430 ave de l'Eglise, Verdun

Signé, J. Bonneau, sec du Front Uni. Pour le Foyer Ouvrier, Zénon Côté. Pour le Progrès Ouvrier, O. Guimier. Pour la V. W. A., L. Coady, Prés.